

# JEAN-CLAUDE TRICHET

Président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel et ancien président de la BCE

Nous reviendrons probablement au cas de l'Italie, car c'est un point très important. Huit minutes, c'est très court, et je vais essayer d'être le plus concis possible. Tout d'abord, nous parlons d'un projet européen à long terme, historique et stratégique. La zone euro fait partie du projet. C'est aujourd'hui l'avant-garde du projet sur le plan économique, monétaire et financier, mais le projet lui-même est un projet à long terme, qui débute en 1950. Pour évaluer un tel projet historique à long terme, il faut prendre un peu de temps. Quand on a demandé à Chou En-laï ce qu'il pensait de la Révolution Française, il a répondu : « C'est peut-être un peu tôt pour en juger ».

Je serai positif et je pense pouvoir justifier mon point de vue. Tout d'abord, lorsque nous avons lancé l'euro, le scepticisme était généralisé. Si nous avions eu une discussion à ce moment-là, on m'aurait dit qu'en fusionnant l'escudo, la drachme - et peu de temps après - la peseta et la lire avec des monnaies très fiables telles que le florin et le deutschemark, il n'était pas possible d'obtenir une bonne devise mais une moyenne de la crédibilité des monnaies fusionnées. L'idée était que la nouvelle monnaie ne serait pas crédible aux niveaux international et national. Je ne veux pas trop insister là-dessus, mais nous avons assuré la stabilité sur le plan international. La valeur de l'euro est aujourd'hui approximativement au même niveau que celle du dollar comme lorsque nous avons démarré. La stabilité intérieure a été assurée. Lorsque j'étais président et lorsque mon prédécesseur était président, la principale critique en Europe était que nous ne parviendrions pas à assurer la stabilité des prix, et c'était une conviction très forte. Pourtant, nous y sommes arrivés.

Personne ne conteste maintenant le fait que **l'euro est une monnaie crédible** et, peut-être aux yeux de certains de temps à autre, trop crédible ! J'ai parfois été accusé d'émettre une monnaie trop crédible avec une valeur trop élevée sur le Forex. La stabilité des prix était, et est assurée. C'est donc déjà du passé, mais pour moi, pour mon prédécesseur et pour mon successeur, ce point est resté un défi aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique, en particulier du nord de l'Europe.

**Ensuite, en ce qui concerne la résilience**, j'ai déjà dit que la devise avait fait ses preuves dans les pires circonstances financières depuis la Seconde Guerre mondiale, peut-être même depuis la Première Guerre mondiale. Que lui est-il arrivé ? Elle est restée crédible. Qu'est-il arrivé à la zone euro ? Nous étions 15 pays de la zone euro le 15 septembre lorsque Lehman Brothers s'est effondrée. Les 15 pays sont toujours là. Bon nombre de mes amis à New York et à Londres m'ont dit que la zone euro allait être démantelée. Mais honnêtement, c'était déjà un succès que tous les pays restent. De plus, comme vous le savez, quatre nouveaux pays sont arrivés après Lehman Brothers. Nous sommes donc 19 aujourd'hui et non plus 15. Soit plus de 25 % de pays en plus dans la Zone Euro. Il est probable que seules quelques personnes parmi notre auditoire savaient que quatre nouveaux pays avaient rejoint la Zone Euro après Lehman Brothers, après le début de la crise au niveau mondial.

**En ce qui concerne le soutien populaire**, il nous a été dit qu'il n'existait pas de véritable soutien populaire de l'euro mais que l'opposition à l'euro augmentait considérablement. Je suis désolé de dire que ce n'est pas du tout le cas, du moins selon les enquêtes accessibles au public, notamment l'Eurobaromètre. Lors de la dernière enquête publiée, il a été demandé aux personnes interrogées si elles faisaient confiance à l'UE. 42 % ont répondu positivement tandis que 34 % seulement ont répondu qu'elles faisaient confiance aux institutions nationales. Donc la frustration populaire, la frustration du mouvement soi-disant populiste qui sévit dans toutes les économies avancées, porte davantage préjudice aux institutions, aux gouvernements et aux parlements nationaux qu'aux institutions européennes elles-mêmes. Ce n'est généralement pas ce qui est communiqué

En ce qui concerne le manque de confiance, les chiffres sont encore plus frappants : 61 % ont tendance à ne pas faire confiance aux institutions nationales, contre 48 % pour l'UE. Cela n'a rien de très flatteur pour les institutions nationales et ce n'est pas très flatteur non plus pour les institutions européennes. Cependant cela prouve que l'UE n'est pas autant rejetée à l'heure actuelle que les institutions nationales. À ce propos, il serait difficile d'expliquer la résilience de la devise et de l'Espace Économique Européen s'il n'existait pas un fort soutien populaire.

En ce qui concerne l'euro, le soutien populaire est également frappant. La question suivante a été posée dans l'Eurobaromètre à tous les pays de l'UE. « Êtes-vous pour ou contre une union économique et monétaire avec une seule devise, l'euro ? » La réponse a été favorable à 74 %. Avec 80 % de réponses favorables en Allemagne, alors que beaucoup de mes amis d'outre-Atlantique m'affirmaient qu'un grand nombre d'allemands souhaitaient quitter l'euro. En Grèce, les réponses favorables ont atteint 69 % ce qui est un niveau très élevé, et même en Italie, le taux de réponses a été de 61 % contre 29 % de réponses défavorables. Par conséquent, le soutien populaire est très fort, contrairement aux idées reçues.

Est-ce un succès économique ou non ? D'après le Data Mapper du FMI, le PIB par habitant, aux prix du marché, depuis le début de l'euro, a augmenté à peu près aussi rapidement qu'aux États-Unis. Ce n'est pas très flatteur, car nous aurions dû rattraper les États-Unis. Mais ce n'est pas du tout ce qui est généralement communiqué. Et la conviction générale étant que nous nous en sortons très mal, je voudrais mentionner que nous avons fait mieux que le Royaume-Uni en ce qui concerne la croissance par habitant depuis la mise en place de l'euro. Ce point est également contraire à ce qui est souvent dit. Vis-à-vis du Royaume-Uni, le processus de rattrapage fonctionne.

En ce qui concerne les divergences au sein de la zone euro, je reviendrai sur une très bonne analyse du FMI, beaucoup plus nuancée que celle d'Ashoka, tenant compte du fait que certains critères ont convergé et d'autres non. Cependant, nous devons également comparer cela aux attentes. Il a été dit, il est vrai, que l'euro allait permettre un formidable rapprochement entre les différents pays membres, y compris au niveau du PIB par habitant. C'était excessif et, si nous prenons l'exemple des États-Unis, le PIB du Mississippi est inférieur à celui du Massachusetts tout comme le PIB du Portugal ou de la Grèce est inférieur à celui de l'Allemagne. Par conséquent, il est vrai que même dans un marché unique avec une fédération totalement opérationnelle et à monnaie unique, comme c'est le cas des États-Unis depuis 200 ans, l'idée d'une égalisation du niveau de vie entre les États membres est nécessairement naïve. Vous obtenez une égalisation si vous avez une très bonne gouvernance au niveau national, ce qui n'a pas été le cas, et également une très bonne gouvernance au niveau de l'Union économique et monétaire européenne, ce qui n'a malheureusement pas été le cas non plus.

Mais nous apprenons en agissant. Nous n'avons pas été passifs. Nous avons engagé des changements structurels majeurs au plus fort de la crise, pas avant - je suis d'accord avec Ashoka sur ce point. Nous avons créé l'union bancaire. Nous avons mis en place la procédure dite de déséquilibre macroéconomique, qui a pris du retard. Nous avons renforcé le Pacte de stabilité et de croissance avec le Pacte budgétaire. Nous avons fait vraiment beaucoup plus et il reste beaucoup à faire dans ce domaine et dans beaucoup d'autres. J'ai été le premier à demander un ministre des Finances pour la zone euro, et nous avons besoin de beaucoup plus de légitimité démocratique dans la zone euro, le Parlement européen ayant le dernier mot sur certains points très importants, y compris les éventuels désaccords entre un pays donné et les institutions européennes. Je suppose qu'un budget de la zone euro pourrait également jouer un rôle, étant donné également que ce qui manque en Europe par rapport aux États-Unis, c'est une union bancaire et une union du capital à part entière, car cette union joue un rôle plus important que le canal budgétaire aux États-Unis pour assurer la stabilité et contrer les chocs asymétriques de la croissance.

### **Jean PISANI-FERRY**

C'est clair. Nous avons eu deux points de vue très différents.